

---

DONNA KESSELMAN

## LE *JOBS PRESIDENT* FACE AU SYNDICALISME AMÉRICAIN

**L**e candidat Donald Trump a promis d'être « le plus grand président pour l'emploi que Dieu ait jamais créé ». Lors de son investiture au congrès républicain, il se targue d'avoir « rendu visite aux ouvriers licenciés, ainsi qu'aux communautés victimes [d']accords commerciaux horribles et injustes » : « Ce sont des hommes et des femmes oubliés de notre pays qui n'ont plus de voix, je suis leur voix. » Il s'engage, enfin, dans son discours inaugural, à ce que « chaque décision [...] soit considérée dans l'intérêt des travailleurs américains ». Ces promesses ont été prises pour argent comptant par les 25 % d'hommes blancs ayant voté pour Obama en 2012 mais dont les voix pour Trump quatre ans plus tard ont fait basculer le vote des États démocrates dévastés par la désindustrialisation – la Pennsylvanie, le Wisconsin, le Michigan – en faveur des républicains, des victoires aussi courtes qu'inattendues permettant à Donald Trump d'accéder à la quarante-cinquième présidence des États-Unis. 135

Les bons résultats économiques du premier semestre 2019, en termes de croissance du produit intérieur brut, avec un taux de chômage au plus bas depuis deux générations et un rythme de création d'emplois industriels plus soutenu que sous l'administration précédente, laissent à penser que les promesses du « président pour l'emploi » – le *Jobs President* – sont en voie d'être exaucées. Et c'est à partir de ce bilan que Donald Trump lance sa campagne pour un second mandat.

En quoi consiste le programme pour l'emploi du président Trump ? Quelle est sa spécificité ? Il comporte deux volets. Un premier volet relève de la politique républicaine orthodoxe de dérégulation de l'État social en faveur de l'économie de l'offre. Cette politique s'incarne dans la tentative d'abrogation du *Patient Protection and Affordable Care*

*Act*, dit Obamacare, ainsi que dans la réduction des impôts sur les hauts revenus et les entreprises, réforme considérée comme la mesure phare de sa mandature. L'autre volet du programme s'éloigne de la doctrine libre-échangiste du parti du président, en promouvant un protectionnisme radical en rupture avec les grands accords de libre-échange et d'abaissement des tarifs douaniers, dans le but de contenir le volume des importations des partenaires commerciaux. La stratégie suivie rejoint celle de l'aile gauche du Parti démocrate, et surtout du mouvement syndical, qui vise en particulier à choyer l'électorat fétiche du « président pour l'emploi ». L'ensemble de cette politique a pour but d'alimenter des vagues d'investissements permettant de ramener aux États-Unis les emplois qui, selon le président, ont été délocalisés dans les pays à bas salaires.

<sup>136</sup> Ce programme pour l'emploi a-t-il eu l'effet escompté ? Quel bilan tirer de cette politique ? De toute évidence, les résultats économiques sont positifs et représentent un atout indéniable, s'ils se confirment, pour le président-candidat. Mais ils s'inscrivent dans un marché du travail marqué par des transformations profondes dues à la mondialisation et à des évolutions régionales que les statistiques macroéconomiques ne reflètent pas. La politique pour l'emploi de l'administration présidentielle peine à y faire face.

Enfin, tous les regards se tournent vers cette nouvelle figure politique qui a ouvert un véritable champ d'études, à savoir l'électeur ouvrier de Trump. Comment celui-ci considère-t-il le bilan du premier mandat du président en matière d'emploi ? Des batteries d'enquêtes tentent de déceler ses intentions de vote pour l'élection de 2020. De telles prévisions, déjà risquées au départ, se compliquent encore en raison du populisme ambiant qui tend à brouiller les indicateurs traditionnels.

Mise en perspective, la nouvelle orientation de l'électorat ouvrier en dit long, avant tout, sur le syndicalisme américain, sur son positionnement comme acteur au sein de l'échiquier politique eu égard à son alliance historique avec le Parti démocrate.

## LA POLITIQUE POUR L'EMPLOI DE DONALD TRUMP

À l'exception des mesures protectionnistes sur le plan du commerce extérieur, la politique pour l'emploi de l'administration Trump relève d'un programme républicain orthodoxe : la dérégulation des freins fiscaux et réglementaires liés à l'État providence et la promotion de la politique de l'offre en vue de libérer les « forces du marché ».

L'acte premier du nouveau président a consisté à nommer à des postes clés de son gouvernement des conservateurs ainsi que des acteurs puissants du monde des affaires et de la finance à même de mener à bien cette politique. La nomination pressentie au ministère du Travail du patron de la chaîne de fast-foods CKE Restaurants, qui s'était violemment opposé au mouvement social des travailleurs du secteur revendiquant un salaire de 15 dollars de l'heure et des droits syndicaux, relevait d'une telle provocation que la candidature a dû être retirée. Le candidat finalement nommé a pourtant repris les mêmes options programmatiques.

Les juges conservateurs ayant rejoint le National Labor Relations Board, agence chargée de l'application du droit du travail fédéral, ont durci les conditions de syndicalisation : d'une part, l'allongement de la durée du processus référendaire donne plus de temps aux employeurs pour faire pression sur les travailleurs ; d'autre part, l'agence tente, dans un bras de fer avec les tribunaux, de revenir sur une décision majeure prise sous la présidence Obama, celle d'engager la responsabilité des entreprises donneur d'ordre dans les relations de travail chez les sous-traitants et franchisés – ce qui renvoie au litige avec le magnat de la restauration rapide McDonald's et les licenciements à la suite du mouvement social évoqué. Quant à la nouvelle économie, le National Labor Relations Board a déclaré, à l'instar du ministère du Travail, que le conducteur de VTC (véhicule de tourisme avec chauffeur) relèverait du statut du travailleur indépendant et non du salariat – il ne disposerait donc pas des droits et protections afférents.

137

Comme le craignaient les opposants au président Trump, le premier juge qu'il a fait entrer à la Cour suprême, le conservateur Neil Gorsuch, a fait pencher la balance, par cinq voix contre quatre, en juin 2018, dans l'affaire *Janus v. AFSCME*, portant un coup majeur au mouvement syndical : les syndicats du secteur public ne peuvent plus procéder à la collecte de fonds auprès d'employés non syndiqués pour services rendus par la négociation d'une convention collective dont ces derniers bénéficient. Quant au deuxième juge, Brett Kavanaugh, connu pour ses jugements défavorables vis-à-vis des droits syndicaux, le président l'a nommé en dépit des accusations d'inconduite sexuelle portées contre lui.

De manière générale, un nouvel occupant de la Maison-Blanche recourt aux décrets présidentiels pour marquer sa différence et, en cas d'alternance, pour revenir sur les mesures emblématiques de son prédécesseur. On trouve ainsi parmi les premiers décrets du président Trump : l'abrogation de l'obligation pour les fournisseurs des marchés publics de veiller au respect du droit du travail ; l'abandon de la promesse faite d'augmenter

les salaires, pourtant annoncée pour les quelque deux millions de travailleurs de la fonction publique fédérale; la réduction des contrôles en matière d'hygiène et de sécurité au travail, qui ont déjà donné lieu, selon une étude de la confédération syndicale américaine AFL-CIO, à une augmentation du nombre d'accidents du travail.

### *Le bilan législatif*

Plus incertain, le compromis législatif auquel doit parvenir la présidence Trump est censé prendre en considération l'opposition au Congrès, dont la majorité démocrate à la Chambre des représentants depuis 2019, mais aussi les diverses sensibilités présentes parmi les républicains. Par exemple, le plan d'investissement dans les infrastructures publiques, une promesse électorale du candidat Trump visant à créer des emplois, a été stoppé par certains membres du Parti républicain, favorables à une politique budgétaire restrictive<sup>1</sup>.

Le démantèlement de l'Obamacare, bête noire des républicains, n'a pu totalement aboutir en raison du soutien populaire que connaît cette loi. Le pourcentage de personnes sans protection sociale était de 10,9 à la fin du précédent mandat; il est passé à 12,3 en 2018. Le président insiste cependant, puisqu'il a soutenu en décembre 2018 un juge texan en vue d'obtenir l'abrogation de la loi par la voie judiciaire.

La pièce maîtresse du premier mandat de Donald Trump en matière d'emploi fut les lois de fin 2017 réduisant les impôts sur les bénéfices des entreprises de 35 % à 21 % et permettant le rapatriement des bénéfices réalisés à l'étranger. Comme l'a martelé le président, le *Tax Cuts and Jobs Act* visait à créer des millions d'emplois en incitant à la reprise des investissements sur le sol américain. Nous en verrons les résultats plus loin.

### *Une guerre commerciale pour la création de l'emploi ?*

Le candidat Trump a sans cesse fustigé le libre commerce. En rupture avec le Parti républicain et le centre politique où se recourent les deux grands partis, sa politique protectionniste agressive, nationaliste et antiglobalisation a pour objectif de ramener la production, donc des emplois industriels (*factory jobs*), sur le territoire américain. Le président retire ainsi les États-Unis du Partenariat transpacifique, qui vise à intégrer les économies des régions Asie-Pacifique et Amérique, et tient sa promesse de renégociation de l'accord de libre-échange avec le Mexique et le Canada (l'ALENA).

---

1. Célia Belin et Paul Zajac, « Le parti de Donald Trump », *Le Débat*, n° 198, 2018, p. 11-21.

En janvier 2018, des droits de douane frappent les importations de panneaux solaires et de machines à laver, puis en mars viennent s'appliquer des taxations de 25 % sur l'acier et de 10 % sur l'aluminium en provenance de tous les pays, à l'exception du Canada et du Mexique. La Chine est visée en particulier – plus de sept cents produits sont taxés. Washington prétend que le « dumping » de ces importations sur le marché américain représente une « menace pour la sécurité nationale », ce qui justifie, selon le droit commercial des États-Unis, la mise en place de mesures protectionnistes. Suivent des mesures de rétorsion – taxes sur les produits stratégiques et symboliques comme le whisky, les motocyclettes, le porc, le soja – et un dépôt de plaintes auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) par les partenaires commerciaux concernés, dont la Chine, la Russie, la Norvège et l'Union européenne. Au total, 15 % des importations aux États-Unis sont concernées en juillet 2018 contre 5,1 % des exportations.

139

Un an plus tard, en juin 2019, un compromis est trouvé outre-Atlantique lors d'un sommet en grande pompe avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Le président américain promet alors de mettre fin à une grande partie des tarifs en vigueur et à renoncer à l'instauration de nouvelles mesures protectionnistes. À la même époque, il suspend les droits de douane sur les importations en provenance du Mexique. Selon lui, ces mesures d'intimidation ont permis d'obtenir que le gouvernement mexicain s'engage à renforcer le contrôle de ses frontières pour lutter contre l'immigration illégale. Finalement, c'est l'OMC qui donnera au gouvernement américain, à la suite de sa plainte, le feu vert pour imposer des droits de douane sur 7,5 milliards de dollars de biens et de services européens dès novembre 2019, pour sanctionner les subventions illégales accordées à Airbus par plusieurs pays de l'Union européenne. Outre les avions et les équipements d'Airbus, Washington envisage, en novembre 2019, de surtaxer les fromages, les vins, les alcools forts, mais aussi les fruits et les vêtements en provenance de l'Europe.

La spirale menant à une guerre commerciale ouverte se précise entre les États-Unis et la Chine. En plus de la concurrence déloyale, Washington, aux côtés d'entreprises et de chercheurs, accuse Pékin de pratiquer l'espionnage industriel en imposant des partenariats avec les entreprises locales pour accéder au marché chinois, mais aussi en s'appropriant purement et simplement par le vol la propriété intellectuelle et la technologie militaires américaines. Les conséquences de cette concurrence déloyale coûteraient des centaines de milliards de dollars par an aux firmes et à l'État fédéral américains.

La guerre commerciale s'amplifie durant l'été 2019. De nouveaux tarifs sur la quasi-totalité des importations chinoises sont annoncés pour le 1<sup>er</sup> septembre, puis en partie repoussés, notamment concernant des produits électroniques grand public, du fait que cette mesure est impopulaire. La réponse chinoise ne tarde pas : annonce de nouvelles taxations, baisse de la valeur du yuan – ce qui vaut à Pékin d'être accusé de manipuler le taux de change de façon déloyale. L'ancien secrétaire au Trésor Larry Summers déclare en août que le monde est en train de traverser la période la plus dangereuse de son histoire depuis la crise financière de 2008. À l'automne, l'OMC autorise la Chine à imposer des sanctions sur 3,6 milliards de dollars d'importations américaines, décision ne pouvant que nourrir l'hostilité de l'administration Trump envers cette organisation internationale. Selon la Maison-Blanche, son « destin » est de mener cette guerre indispensable que les États-Unis sont les mieux à même de gagner pour bénéficier d'avantages à long terme.

Sur un autre plan, la chasse aux immigrés, liée à la construction du mur à la frontière mexicaine, vise à éliminer les concurrents pour l'emploi de l'électeur ouvrier de Trump.

Des réductions d'impôts à la dérégulation étatique jusqu'aux mesures protectionnistes, la politique économique du président Trump est censée répondre à la même promesse : alimenter des vagues d'investissements pour ramener aux États-Unis des emplois qui auraient été perdus au profit de pays étrangers.

#### QUEL BILAN POUR LA POLITIQUE DU *JOBS PRESIDENT* ?

Le président autoproclamé héraut pour l'emploi serait en passe de le devenir. L'économie américaine croît de plus de 3 % au premier trimestre 2019 et le taux de chômage, descendu à 3,6 % de la population active en mai de cette année, est à son plus bas niveau depuis soixante ans (il se situait aux alentours de 3,5 % en 1960). Durant les deux premières années de la présidence Trump, on comptabilise six fois plus de créations d'emplois industriels et dans un nombre plus important de comtés que sous les deux dernières années de la présidence Obama. Selon le Bureau of Labor Statistics, 2018 est l'année qui a connu la plus forte création d'emplois après 1997. À la suite d'une décennie de stagnation, les salaires sont repartis à la hausse en 2018.

C'est à partir des résultats économiques du premier trimestre 2019, surtout en matière d'emploi, que le président lance la campagne pour sa réélection en 2020. Il ne manque aucune occasion de clamer, comme

il l'a fait dans une usine de l'Ohio au mois de mars, que son administration est en train de « restaurer la production aux États-Unis ».

Il n'en demeure pas moins que les statistiques macroéconomiques n'éclairent qu'une partie des réalités du marché du travail américain, qui se caractérise par quelques transformations. Il faut s'interroger aussi sur l'impact que peut avoir eu, sur la santé économique du pays, la politique menée par cette présidence.

Il n'y a pas de consensus sur les conséquences de la politique de l'offre de l'administration Trump. Pour certains observateurs, les dérégulations et les réductions d'impôts n'ont engendré aucun ruissellement vers l'économie réelle mais, au contraire, ont favorisé les rachats d'actions et l'enrichissement des actionnaires. Pour d'autres, cette politique aurait stimulé la croissance économique et la création d'emplois en 2018. Cependant, cette impulsion est toute relative puisque l'investissement des entreprises baisse ensuite pour se porter à son niveau le plus bas depuis 2016.

Les résultats économiques restent globalement positifs mais suivent une tendance qu'il est difficile d'attribuer à la seule politique de la présidence actuelle. La croissance économique en cours s'inscrit dans la plus longue reprise connue après la Seconde Guerre mondiale (cent quatre mois entre octobre 2009 et juin 2019); elle ralentit néanmoins et arrive à maturité. Cette arrivée en fin de cycle explique la pression mise par le gouvernement Trump sur la Fed, la banque centrale des États-Unis, pour faire baisser toujours plus les taux d'intérêt, dans l'optique de doper l'activité économique en vue de la prochaine élection. Or les responsables de la Fed s'inquiètent. S'ajoutent à la conjoncture un déficit budgétaire qui s'est aggravé à la suite de la réforme fiscale, un ralentissement de l'investissement aux États-Unis comme à l'échelle mondiale, les incertitudes liées à la poursuite d'une guerre commerciale entre les deux plus grandes économies mondiales... La perspective d'une récession se fait jour.

*Quid* de la politique protectionniste, qui selon le président est censée attirer des investissements étrangers et créer de l'emploi aux États-Unis ? Les statistiques du ministère du Commerce tendent à démentir cette assertion. Les investissements directs internationaux aux États-Unis croissent moins rapidement qu'au cours de la présidence Obama. Contrairement aux déclarations du président Trump, qui prétend que les coûts liés aux droits de douane sont payés « par la Chine », l'augmentation des prix oblige les entreprises à absorber ces coûts ou bien à les répercuter sur les consommateurs. Des centaines d'entreprises, dont les plus grandes comme Caterpillar et Whirlpool, ont averti leurs

investisseurs des coûts exceptionnels provoqués par les tarifs douaniers, et le prix des machines à laver bat des records.

Quant aux emplois, si quelques milliers ont été créés chez les producteurs américains d'acier et d'aluminium, secteurs ciblés par le protectionnisme, il y en aurait bien plus de perdus dans le reste de l'économie en raison de l'augmentation des prix et des mesures de rétorsion des partenaires commerciaux. Des pertes d'emplois ou des fermetures d'usines ont été médiatisées, à l'instar de l'annonce par l'entreprise Harley-Davidson de la relocalisation outre-Atlantique de sa production de motos pour le marché européen en réaction aux tarifs douaniers qui lui ont été imposés.

### *À qui profite la croissance de l'emploi ?*

142 Si l'économie américaine est statistiquement en croissance, la prospérité ne profite néanmoins pas à tous. Certaines inégalités se creusent entre secteurs et entre territoires, en commençant par les inégalités régionales. Quatre cent soixante-cinq mille emplois industriels ont été créés en 2017 et 2018, mais surtout dans les États de l'Ouest du pays, qui connaissent une progression de l'emploi comparable depuis de nombreuses années, soit bien avant l'arrivée du nouveau président. Pendant ces deux années, presque tous les États situés à l'ouest du Mississippi enregistrent une augmentation du nombre d'emplois industriels supérieure à la moyenne nationale alors que ceux du Midwest (Ohio, Wisconsin, Pennsylvanie) se trouvent en dessous de cette moyenne. Les gisements d'emplois sont avant tout localisés dans l'Ouest et sur la côte pacifique, où sont implantées des industries florissantes telles que la haute technologie, la brasserie et le vin, ou encore au Nevada, qui accueille l'usine de batteries pour les voitures électriques de Tesla, et dans les États pétrolifères comme l'Oklahoma et le Texas<sup>2</sup>.

Ces créations d'emplois n'exaucent pas totalement les promesses faites par Donald Trump à son électorat fétiche. Une étude de Mark Muro et Jacob Whiton pour la Brookings Institution qui porte sur la création de l'emploi selon les circonscriptions clés du Midwest ayant fait basculer l'élection de 2016 le montre clairement<sup>3</sup>. Entre janvier 2017 et décembre 2018, le déclin de l'emploi industriel n'a pu être inversé dans les dix-huit comtés du Michigan qui avaient voté pour Obama en 2012 mais pour Trump en 2016 (victorieux avec 10 704 voix d'avance). La

---

2. « Manufacturing's Real but Patchwork Rebound », EIG.org, 13 juin 2019.

3. « Trump Counties May Be Winning a Bit More, But Their Prognosis Remains Dim », Brookings.edu, 7 mai 2019.



perte d'emplois industriels s'est également poursuivie dans dix comtés du Wisconsin (où le candidat républicain a obtenu une marge de 22 748 voix) et dans huit comtés de Pennsylvanie (où Trump a recueilli 44 292 voix de plus, soit 0,11 % de l'électorat).

Derrière le taux de chômage fédéral se cachent d'autres inégalités, surtout lorsqu'on prend en compte le taux d'emploi. Le nombre d'hommes en âge de travailler mais qui se trouvent en dehors du marché du travail, donc des statistiques, a presque triplé en cinquante ans. Ce fléau, qui touche des millions de personnes, affecte durement l'ancienne ceinture industrielle. En 2016, le taux de non-emploi pour les hommes de 25 à 54 ans était de 35 % dans le comté de Flint, dans le Michigan, et de 5 % dans celui d'Alexandria, en Virginie, signe que les disparités régionales en la matière persistent et se renforcent<sup>4</sup>. Quant aux salaires, 60 % des travailleurs disent ne pas avoir bénéficié d'une augmentation en 2018.

143

### *Quid de l'électeur ouvrier de Trump ?*

Comment l'électeur ouvrier de Trump appréhende-t-il cette politique ? Tous les regards sont tournés vers les 77 744 votants des trois États (Pennsylvanie, Michigan, Wisconsin) qui ont fait basculer l'élection présidentielle de 2016 et qui se présenteraient de nouveau, avec la Floride, comme les plaques tournantes pour 2020. Car c'est là que se cristallise tout l'intérêt qu'on porte aux promesses électorales du président en matière d'emploi.

Cette figure électorale, en particulier l'ouvrier qu'on qualifie d'électeur « Obama-Trump » parce qu'il a changé de camp entre 2012 et 2016, est bien connue. La majorité (52 %) des ménages composés de travailleurs blancs et syndiqués a voté pour Trump. C'est le pourcentage le plus élevé jamais atteint depuis l'élection de Ronald Reagan. La proportion d'électeurs ayant voté pour Trump au sein de ce type de ménages a été particulièrement élevée dans les États frappés des décennies durant par la désindustrialisation.

De nombreuses enquêtes sondent les intentions de vote de ces électeurs cibles pour 2020. Il n'est cependant pas facile de faire la part des choses, même après l'annonce des bons résultats économiques à la fin du premier trimestre 2019. Selon un sondage présenté par Fox News en juin 2019, soutien inconditionnel du président, seulement 5 % des Blancs ayant

---

4. Benjamin Austin, Edward Glaeser et Lawrence Summers, « Jobs for the Heartland: Place-Based Policies in 21st-Century America », *Brookings Papers on Economic Activity*, printemps 2018, p. 151-232.

fait peu d'études et voté pour Trump ont répondu que sa politique économique est favorable à des gens comme eux, mais 45 % qu'elle avantage des gens qui gagnent plus d'argent qu'eux. Malgré les déclarations du président affirmant que le coût des tarifs douaniers était porté par les étrangers, les trois quarts des sondés pensent qu'ils paient plus cher qu'auparavant pour les produits concernés. Paradoxe des « *Trumponomics* » : alors que la santé s'impose comme un sujet majeur dans la campagne de 2020, les laissés-pour-compte de l'économie dans l'industrie, les régions minières et les zones rurales, là où vivent les hommes blancs peu éduqués et qui constituent le seul groupe encore majoritairement favorable à Trump – bien que leur soutien soit tombé de 70 % à 51 %, selon le même sondage de Fox News –, comptent parmi les plus grandes victimes des réductions de l'aide publique sous forme de bons alimentaires et d'assurance maladie.

144

Ce ne serait finalement pas l'angoisse économique (*economic anxiety*) qui expliquerait le vote ouvrier en faveur de Trump en 2016, mais des « attitudes liées à des questions de race et d'ethnicité », selon les conclusions, notamment, des auteurs d'*Identity Crisis*<sup>5</sup>.

Le populisme de Donald Trump aurait fonctionné en cela qu'il lui a permis de rediriger le ressentiment de cette population marginalisée par les transformations du marché du travail vers la haine de l'autre – « l'élite privilégiée des métropoles », formule classique chez les populistes, et « l'étranger », comme l'entreprise chinoise qui importe les produits dont elle a besoin plutôt que de les faire fabriquer aux États-Unis par les travailleurs américains, ou l'immigré mexicain qui travaille pour un salaire dérisoire et qui mine les conventions collectives<sup>6</sup>.

### *Le populisme, ou l'échec du projet politique du syndicalisme américain ?*

L'électeur ouvrier de Trump définirait-il ses revendications pour l'emploi, désormais, à partir de critères sociétaux ? Cela en dirait long avant tout sur le mouvement syndical américain aujourd'hui, sur la relation entre sa propre base et sa stratégie historique d'alliance politique avec le Parti démocrate. Les syndicats comptent parmi les plus grands bailleurs de fonds des caisses électorales démocrates et fournissent une armée de bénévoles qui mènent la campagne sur le terrain.

---

5. John Sides, Michael Tesler et Lynn Vavreck, *Identity Crisis: The 2016 Presidential Campaign and the Battle for the Meaning of America*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 2018.

6. Kim Moody, « Productivity, Crises and Imports in the Loss of Manufacturing Jobs », *Capital & Class*, à paraître en 2020.

Cette alliance politique, scellée autour du programme d'interventionnisme étatique et de redistribution sociale issu du *New Deal*, est mise en péril par le néolibéralisme depuis les années 1970. La désindustrialisation sape les bases des négociations collectives et du contrat social d'après-guerre, déclenchant la chute du taux de syndicalisation<sup>7</sup>.

Dès lors, le Parti démocrate devient un parti néolibéral<sup>8</sup>. La déréglementation de l'industrie commence par la libéralisation des secteurs du transport et des télécommunications sous Jimmy Carter et se poursuit avec l'émancipation de Wall Street sous Bill Clinton. C'est d'ailleurs Clinton qui signe l'ALÉNA, en dépit de l'opposition de son propre parti et des syndicats.

Bien que faisant campagne en tant que progressiste et malgré l'existence d'une majorité démocrate dans les deux chambres du Congrès, le président Obama perpétue cette politique néolibérale<sup>9</sup>. Critiqué par des néokeynésiens comme Paul Krugman, l'interventionnisme dont il a fait preuve pour stimuler l'économie après la récession consécutive à la crise de 2008 est jugé trop timide, alors qu'on procède au renflouement de Wall Street. Sa réforme phare, l'Obamacare, n'instaure pas une assurance publique, option pourtant plébiscitée par la confédération syndicale AFL-CIO, mais un système qui s'appuie sur les compagnies d'assurances privées. Il soutient par ailleurs le Partenariat transpacifique jusqu'à la dernière heure de sa présidence. Des gouverneurs républicains du Midwest en profitent pour remettre en cause les droits syndicaux des travailleurs du secteur public. Et une véritable rupture s'opère avec les syndicalistes de base lorsque le président Obama renie sa promesse de proposer une loi de facilitation de la procédure de syndicalisation (*Employee Free Choice Act*), qui aurait permis de contourner les redoutables tactiques patronales de casse syndicale (*union busting*).

Se déclenchent par la suite des mouvements sociaux sur des terrains des plus divers, comme Occupy Wall Street et la grève victorieuse des enseignants de Chicago en 2012 – ainsi que, comme on l'a vu, le mouvement

7. Le taux de syndicalisation est, en 2018, de 10,5 % de la population active (6,4 % dans le secteur privé, 33,9 % dans le secteur public), soit près de quinze millions de personnes, alors qu'un tiers du secteur privé était syndiqué durant les années 1950.

8. Michael J. Sandel, « Populism, Liberalism, and Democracy », *Philosophy & Social Criticism*, vol. 44, n° 4, 2018, p. 353-359.

9. David Bensman et Donna Kesselman, « The Obama Administration's Labor and Employment Legacy », in François Vergniolle de Chantal (dir.), *Obama's Fractured Legacy: The Policies and Politics of an Embattled Presidency*, Édinburgh, Edinburgh University Press, à paraître en 2020.

social des travailleurs de la restauration rapide pour revendiquer un salaire de 15 dollars de l'heure (soit deux fois le smic fédéral) et des droits syndicaux. Ce n'est qu'en réponse à ces pressions populaires que Barack Obama effectue, à partir de son second mandat, un tournant à gauche. Bloqué par la majorité républicaine au Congrès depuis 2010, il a recours aux prérogatives présidentielles, dont des décrets, pour attribuer plus de droits sociaux aux travailleurs<sup>10</sup>.

Intervient alors l'élection de 2016. Le vote syndical se disperse en raison des défections en faveur du candidat républicain, d'un côté, et selon les lignes de clivage qui polarisent la primaire démocrate, de l'autre.

L'électeur ouvrier de Trump s'inscrit dans la continuité du mouvement des « démocrates pour Reagan », ces électeurs de la classe ouvrière blanche dans les États du Midwest qui s'étaient reportés sur le candidat républicain conservateur. Le slogan « *Make America Great Again* » avait d'ailleurs été conçu à cette époque dans le même esprit nationaliste, protectionniste et populiste. La stratégie électorale des démocrates en 2016 aurait amplifié ce mouvement. Il faudrait ainsi attribuer la faible mobilisation derrière Hillary Clinton dans les anciens bastions ouvriers au fait qu'elle a pris pour argent comptant le vote ouvrier, préférant embrasser l'« idéologie de la diversité », selon l'historien Mark Lilla, en se tournant vers les minorités qui se définissent par leur identité ethnoraciale, genrée ou sexuelle<sup>11</sup>.

Le reste du mouvement syndical s'est divisé en fonction des clivages au sein du Parti démocrate. La direction de l'AFL-CIO et la majeure partie des cinquante-quatre syndicats nationaux – en plus de ceux des travailleurs des services ainsi que des conducteurs routiers, qui ne sont pas adhérents à la confédération – ont soutenu la candidature à la primaire d'Hillary Clinton. La base, elle, a hésité entre suivre la ligne fixée par les directions syndicales et soutenir le candidat progressiste Bernie Sanders. Ce dernier a eu les faveurs de sept syndicats nationaux et de cent syndicats locaux, dont ceux ayant appelé à voter pour Barack Obama lors de la primaire de 2008, mais aussi de syndicalistes progressistes au sens large, comme ceux qui s'opposent à la construction de l'oléoduc Keystone XL entre l'Ouest canadien et les raffineries de l'Illinois et du Texas, au nom de la défense de l'environnement et en soutien des populations amérindiennes

---

10. Donna Kesselman et Catherine Sauviat, « Les enjeux de la revitalisation syndicale face aux transformations de l'emploi et aux nouveaux mouvements sociaux », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 160, 2017, p. 19-37.

11. *La Gauche identitaire. L'Amérique en miettes*, Paris, Stock, 2018.

pour empêcher que les terres sacrées soient sacrifiées – position d'ailleurs défendue par l'administration Obama.

Le président Trump saura exploiter ces dissensions en tentant, selon la sociologue Ruth Milkman, de « diviser pour mieux régner ». Au lendemain de son investiture, et en vue de donner son feu vert au projet d'oléoduc, il reçoit ainsi à la Maison-Blanche les dirigeants des syndicats traditionnels de la construction, qui, pour stimuler l'emploi, sont favorables à ce projet. Les syndicats de la police, comprenant celle des frontières, soutiennent la politique sécuritaire. Ces syndicats sont dans leur grande majorité composés d'hommes blancs. En revanche, les dérégulations, la lutte contre l'immigration et la complaisance vis-à-vis de la violence policière ont pour effet de dresser contre le président Trump les travailleurs immigrés, les minorités ethniques et les femmes, qui occupent la plupart des emplois dans les services comme dans la fonction publique et qui constituent désormais la majorité des effectifs syndicaux<sup>12</sup>. 147

Dans cette situation, la direction de l'AFL-CIO se trouve désarçonnée : comment définir une orientation et un discours unificateurs pour enrayer la dispersion de ses troupes ? Lors de la présidentielle de 2016, 37 % des travailleurs syndiqués ont voté pour le candidat promouvant l'emploi, les autres voix s'étant auparavant partagées entre les deux candidats à la primaire démocrate. La confédération joue les équilibristes entre soutien à la politique présidentielle pour l'emploi, comme les mesures protectionnistes, et opposition aux outrages en tous genres. À partir de mi-2017, son président, Richard Trumka, prend une posture critique, dénonçant les promesses non tenues – il n'y a pas de plan pour les infrastructures, que trop peu d'avantages obtenus lors de la renégociation de l'ALENA, etc. Une progression de l'activité militante des travailleurs – des grèves d'enseignants des États du Sud malgré les lois antisyndicales à celles d'ouvriers dans les secteurs public et privé, jusqu'à la syndicalisation de travailleurs au sein des plateformes numériques – fait alors grossir les effectifs et influe sur l'environnement sociopolitique.

La confédération adopte de ce fait une posture inédite face au Parti démocrate. Richard Trumka adresse un avertissement solennel aux candidats en lice pour la prochaine primaire démocrate : si le Parti républicain, et avant tout l'actuel président, ne soutient pas les travailleurs, le Parti démocrate doit faire son examen de conscience, notamment eu égard à un droit du travail qui « favorise la cupidité de l'entreprise ».

12. Ruth Milkman, « Trump and the Future of US Labor », *Novos Estudos*, vol. 37, n° 1, 2018, p. 99-115.

Le soutien du mouvement syndical aux candidats dépendra de l'intérêt de leur programme pour les travailleurs. Mais, là encore, l'équilibre est fragile. Le *Workplace Democracy Act*, une proposition de loi du sénateur candidat Bernie Sanders, provoque l'enthousiasme au sein de la confédération, mais cette dernière avertit par ailleurs que le *New Deal* vert – un plan d'investissement dans les énergies décarbonisées visant à stopper le réchauffement climatique, proposé aussi par la gauche du parti – ferait baisser l'emploi à court terme et donc le vote ouvrier.

\*

148 L'élection de 2016 révèle la déroute du projet politique du syndicalisme américain. L'alliance avec le Parti démocrate se voit remise en question. La crise du syndicalisme est due à son incapacité à élaborer un projet politique prenant en compte les conditions socio-économiques des travailleurs et susceptible d'obtenir leur adhésion. C'est dans cette brèche que Donald Trump s'est engouffré.

Le vote des électeurs ouvriers de Trump comptera certes lors de la prochaine présidentielle, mais chaque rencontre électorale jouit d'une dynamique propre. Leurs voix se mêleront en effet à celles du Parti démocrate dans son ensemble, qui s'est remobilisé lors des élections de mi-mandat en prenant aux républicains les postes de gouverneur du Wisconsin et du Michigan tout en parvenant à renouveler le mandat du gouverneur démocrate de la Pennsylvanie.

Reste à savoir ce que feront les travailleurs laissés-pour-compte par le marché du travail du XXI<sup>e</sup> siècle, qui grâce aux aléas du système des grands électeurs se sont retrouvés, un très court instant, sous les projecteurs de l'actualité médiatique. En dernière analyse, la perspective d'une mise en œuvre de politiques publiques en faveur des travailleurs ou de la création d'un parti politique susceptible de les représenter paraît indissociable du renouvellement du mouvement syndical lui-même.

R É S U M É

---

*Le programme de création d'emplois du président Trump comporte deux volets: la dérégulation de l'État social afin de promouvoir l'économie de l'offre et, sur le plan du commerce international, le protectionnisme radical. Mis en perspective, le vote des électeurs ouvriers de Trump, qui ont pris pour argent comptant ses promesses sur l'emploi et fait basculer l'élection de 2016 en sa faveur, révèle la crise du syndicalisme américain et de son projet politique, l'alliance historique avec le Parti démocrate.*